



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

**À FORCE DE TOUT PRIVATISER,
NOUS SERONS PRIVÉS DE TOUT !**

POUR NOS SERVICES PUBLICS CONVERGEONS PLACE DE LA REPUBLIQUE LE 23 JUIN A PARTIR DE 12H !

La Convergence nationale de défense et de développement des services publics appelle à converger avec l'initiative de la Coordination nationale des hôpitaux et maternité de proximité **le samedi 23 juin 2018, place de la République à Paris**. Nous souhaitons en faire **un après-midi de rencontre avec les citoyennes et citoyens** pour échanger sur les propositions de développement des services publics et sur les luttes menées : scénettes, prise de paroles, mise à disposition de documents, signatures de pétitions, questionnaires... **un moment à la fois revendicatif, démocratique et festif.**

Nous avons des propositions et des exigences en matière de services publics : mettons les sur la place publique, place de la République !

Une conférence de presse se tiendra à 13H00 réunissant des collectifs d'usagers- personnels- élus et des représentants d'organisations syndicales, associatives et politiques afin de faire état des différentes luttes et initiatives en cours (questionnaire de la convergence, pétition de la coordination, appel « la Fonction Publique : une idée d'avenir » d'Anicet Le Pors et Gérard Aschiéri, débats dans les territoires).

Car aujourd'hui c'est l'ensemble du service public et de nos solidarités locales et nationales qui est attaqué.

De nombreuses mobilisations existent qu'elles soient syndicales ou citoyennes. Il s'agit pour nous de faire se rencontrer et converger leurs acteurs. Que ces mobilisations aient réussi à s'imposer dans le paysage médiatique comme la lutte exemplaires des cheminots, d'Air-France, de l'énergie... ou qu'elles peinent à percer la fenêtre du 20H00 alors que localement la presse régionale s'en fait fortement l'écho (hôpitaux, maternité, centres IVG, Poste, barrages hydraulique, remunicipalisation de l'eau, exigence d'un service public du logement, orientation et formation professionnelle, éducation...). Il nous faut également les confronter aux regards et réflexions avisés de nos concitoyens, la place de la République nous semble un bon lieu pour commencer cela.

Nous pensons, en effet, que les citoyennes, les citoyens et les personnels doivent pouvoir participer au processus de décision des services publics et à leur gestion, à chaque niveau.

Avec Action Publique 2022 nous sommes à la croisée des chemins. Action publique 2022 c'est 60 milliards en moins pour les politiques publiques, c'est 120 000 personnels en moins au service des usagers.

Que restera-t-il de nos services publics, de nos villages et des villes moyennes après cela ? Car cet objectif se situe dans la même veine que la saigné continue des finances des collectivités locales depuis Nicolas Sarkozy.

Que restera-t-il de l'égalité d'accès avec le plan de fermeture des bureaux de postes et des gares qui continuent ?

Que restera-t-il d'une politique écologique après l'abandon de facto du fret, la privatisation des barrages hydrauliques, l'abandon de l'aménagement du territoire ?

A force de tout privatiser, de tout déstructurer que restera-t-il de la promesse d'égalité de notre République ?

Nous devons tout mettre en œuvre pour partager avec l'opinion publique la conviction que **sans les services publics pas d'égalité ni entre citoyens ni entre femmes et hommes, sans eux pas de solidarité, pas d'accès aux droits, pas d'aménagement des territoires, pas de politiques écologiques. Pour les assurer il faut des femmes et des hommes qui travaillent pour l'intérêt général, non pour la finance et des intérêts personnels.**

C'est pourquoi la lutte citoyenne pour les services publics doit rejoindre celle des agentes et agents du service public. Sans statut aucune garantie d'indépendance vis-à-vis du gouvernement et des intérêts financiers, aucune garantie pour que les missions effectuées restent des missions d'intérêt général au service des citoyens.

Nous appelons donc les collectifs et les organisations syndicales, politiques et associatives porteuses d'alternatives aux politiques d'austérité, qui considèrent que nos services publics sont un bien commun appartenant à toutes et tous et qui refusent ce monde mercantile, à converger le 23 juin 2018 place de la République à partir de midi. Travaillons ensemble à ce que la lutte citoyenne pour les services publics converge avec celle des agentes et agents du service public.

PROGRAMME (susceptible d'évolution) :

12H00 Pique-nique Citoyen

13H00 Conférence de Presse

14H00 Ouverture du Village des services publics par la Chorale des amis de la Commune-
Lancement d'initiatives d'expressions citoyennes

15H00 Scénette d'Attac «tentative de meurtre sur l'hôpital public et la Sécurité sociale»

16H00 Prises de paroles et musique